



Suppressions d'emplois, licenciements et précarité IL N'Y A PAS DE FATALITÉ



C'est une véritable déferlante qui est en train de nous tomber dessus. Une fois passée l'élection présidentielle, tous les grands patrons se sont entendus pour rendre publics des plans de licenciements souvent concoctés depuis des mois dans le secret des conseils d'administration.

La liste est interminable: Doux, Fralib, Arcelor-Mittal, PSA, SANOFI... Toutes les branches sont touchées, tous les secteurs.

L'objectif est partout le même : réduire les coûts pour accroître la compétitivité... et les profits. Comme à Sanofi qui vient encore d'enregistrer des bénéfices record! En réduisant les effectifs, mais aussi en aggravant les conditions de travail, en augmentant les cadences, en réduisant les salaires. La peur du chômage est aussi un moyen d'exploiter toujours plus celles et ceux qui ont encore la « chance » d'avoir un emploi.

Les licenciements ou les suppressions d'emploi comme à Air France ou dans le groupe La Poste (80000 en dix ans!) ne sont que la partie visible de l'iceberg. Le chômage est aussi alimenté de façon massive par les plans de départs « volontaires », les licenciements individuels et les ruptures conventionnelles de plus en plus nombreuses. Les emplois en CDD, ceux des intérimaires et des prestataires de services disparaissent sans faire de vagues. Il faut en finir avec ces contrats précaires qui font des travailleurs des variables d'ajustement des aléas de la production.

Quant à l'Etat il n'est pas en reste : 150 000, c'est le nombre d'emplois détruits dans la fonction publique d'Etat depuis 2007. Et ça continue. Le projet de loi de finance 2013 prévoit plus de 12 000 suppressions de postes supplémentaires et la règle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux continue à s'appliquer dans presque tous les ministères. C'est l'ensemble des services publics, dans les collectivités territoriales et dans les hôpitaux également, qui se dégradent de cette façon.

C'est donc bien la rapacité patronale, mais aussi les plans d'austérité de Hollande et du gouvernement Ayrault qu'il faut combattre. Cela concerne tout le monde alors que la société se dégingle chaque jour un peu plus vite, à force d'injustices, de misère et de désespoir qui s'accroissent quand le chômage augmente.

Il n'y a pourtant aucune fatalité. De l'argent, il y en a, beaucoup, comme en témoigne le CAC 40. Des richesses accumulées aussi: le PIB de la France est deux fois plus élevé qu'il y a quarante ans. Mais depuis les inégalités ont aussi considérablement augmenté ! Les patrons rêvent de ne payer les travailleurs que lorsqu'ils produisent de la valeur. La concurrence entre les grands groupes capitalistes est devenue plus intense à l'échelle du monde.

Mais des résistances se font jour, parfois à grande échelle comme en Grèce, en Espagne, au Portugal. En faisant converger nos résistances, nous pouvons être plus forts.

S'en prendre à la propriété privée, ôter au patronat le droit de nous licencier, commencer à faire tourner la machine économique autrement au profit du plus grand nombre, ce sont autant de pistes que nous pouvons mettre en débat, pour ne plus payer leur crise !

Le NPA propose, sans préalable, à toutes les organisations du mouvement ouvrier, d'unifier nos luttes autour de quelques objectifs clés pour commencer à changer le rapport de force en faveur du monde du travail.

Une telle politique suppose de combattre le pacte que le gouvernement passe avec le patronat.

Pour ne pas laisser la droite, l'extrême-droite jouer les opposants, le NPA s'adresse aux organisations de la gauche politique et syndicale qui ne soutiennent pas le gouvernement. Il leur propose de construire ensemble une opposition à toutes les politiques d'austérité de Hollande-Ayrault sur le terrain des luttes et du débat politique.

Depuis des mois le «coût» du travail est placé par le patronat au premier rang des causes des difficultés des entreprises françaises.

Mais qu'en est-il de ce fameux « coût » du travail? Le plus souvent, on utilise le « coût » horaire du travail. qui additionne le salaire (y compris primes, épargne salariale etc) et les cotisations sociales, et on divise ensuite par le nombre d'heures travaillées. Dans l'union européenne, il était, en 2011, pour les entreprises de plus de 10 salariés, de 23,1 euros de l'heure, avec de fortes disparités : de 3,5 € en Bulgarie, ou 7,1 € en Pologne, à 30,1 € en Allemagne, 39,3 € en Belgique, et 44,2 en Norvège. avec 34,2 euros de l'heure en moyenne, la France

est dans le groupe de pays au «coût» élevé.

De plus la part de ce « coût » dans le prix du produit fini est très variable et souvent faible. Dans l'automobile la part du «coût» salarial dans le prix d'un véhicule pour l'entreprise qui l'assemble et le commercialise est de moins de 10%.

En ce qui concerne la productivité, la France se situe dans le peloton de tête au niveau mondial. en euros par heure de travail, l'échelle va de 20,5 €/heure en Russie et 39,4 à 58,8 pour la Belgique et 59,6 pour les Pays-Bas. l'Allemagne se situe à 53,4 €/heure et la France à 54,8 pour une moyenne européenne de 43,9 €/heure.



Coût des actionnaires et du patronat

La très officielle agence des marchés financiers montre que du côté des patrons il y a beaucoup à récupérer pour améliorer la compétitivité. Depuis la crise économique en 2007, aucune modération des rémunérations pour les patrons et cadres dirigeants. Dix présidents des plus grandes sociétés ont pour présider quelques réunions par an sans responsabilité perçue entre 174 000 et 1 084 millions d'euros.

De 2009 à 2011, les rémunérations des dirigeants les mieux servis du CAC 40 sont passées d'une fourchette de 2,5 millions € à 4 millions € en 2009 à 2,9 millions € à 4,5 millions € en 2011.

Dans le même temps le pouvoir d'achat par ménage ne cesse de baisser en France depuis quatre ans et devrait reculer de 1,2% en 2012 et en 2013.

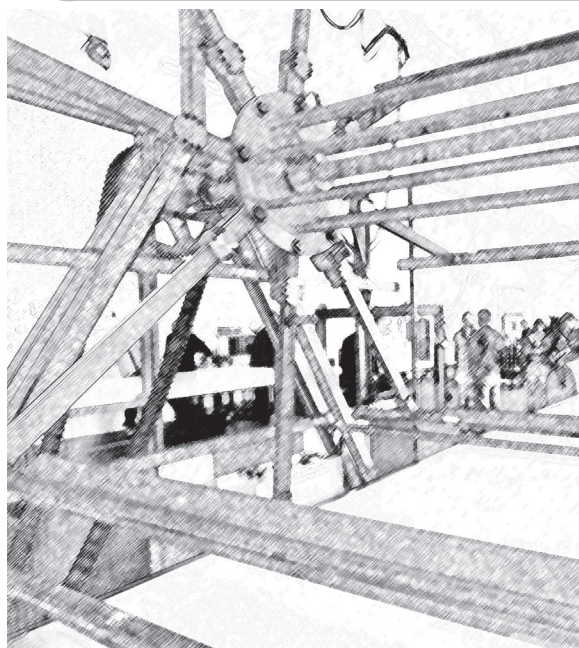


Remboursement des dettes patronales!

Varin, président du Directoire PSA, rémunération 2010 : 9 000 € par jour y compris dimanches et jours fériés soit près de 230 années pour un smicard ;

Gales, Saint-geours, Direction des marques, Faury, Directeur R&D : 3 480 €/jour ;

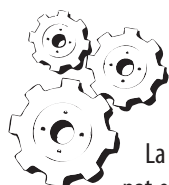
Olivier, Directeur Asie : 3 730 €



flexibilité accrue des heures de travail journalières et hebdomadaires, réduction de la prime d'intéressement, réduction des majorations pour heures supplémentaires et mobilité interne au site et externe dans PSA et même plus largement sous forme de prêt dans toute la région. Ceci n'empêche pas la suppression de 1000 postes de travail en échange de la promesse de la non-fermeture du site et la suppression de 8000 emplois sur tout PSA.

De tels accords ont également été mis en place dans d'autres pays notamment dans l'automobile : PSA à Rayon en Angleterre, Opel en Pologne et Fiat à Mirafiori en Italie avec, dans ce dernier cas l'exclusion de l'entreprise du syndicat, la Cgil, qui a refusé d'entériner l'accord.

Des chômeurs par millions d'un côté, des semaines de travail à rallonge, des cadences infernales pour les autres, la précarité : ça suffit !



Accords dits «emplois-compétitivité»

La grande concertation engagée par le gouvernement avec le patronat et les syndicats porte en son cœur une législation permettant la généralisation d'accords « emplois-compétitivité ».

De tels accords existent déjà, signés par certaines organisations syndicales d'entreprises ou imposés aux salariés par le chantage à l'emploi au travers de référendums.

Chez General Motors à Strasbourg, en 2010, la direction obtient la signature de tous les syndicats, sauf la Cgt. l'accord, approuvé par 70% des salariés par un référendum-chantage à la fermeture, prévoyait : perte de sept jours de RTT, allongement du temps de travail de . d'heure par jour, gel des salaires, suppression de la prime d'intéressement contre la promesse d'un « carnet de commande » jusqu'en 2014. aujourd'hui GM cherche à vendre ce site et menace de le fermer.

Air France s'engage à ne pas procéder à des licenciements économiques pendant 2 ans. en «échange», un accord impose: deux ans de blocage des salaires, la perte de 5 jours de RTT, la perte de 3 jours de congés, la baisse de 10% des salaires sur 10 ans par la modification du calcul de l'ancienneté, la flexibilité pour compenser les postes supprimés avec des semaines pouvant aller jusqu'à 43 heures avec un délai de prévenance de 3 jours. les syndicats Fo-CFDt-CgC ont signé cet accord à la veille des vacances cet été. et, Air France, avec un chiffre d'affaires de 24,4 milliards d'euros, en progression de 5% supprime 5000 emplois.

Cet été aussi chez Sevelnord du groupe PSA un accord, signé par Fo-CFDt-CgC, prévoit : deux ans de blocage des salaires, perte de 4 jours de RTT, suppression de jours de congés au titre de l'annualisation,



Un emploi c'est un droit

Imposons l'interdiction des licenciements

La seule source de revenus pour l'immense majorité c'est le travail salarié. le droit pour tous et toute d'avoir un emploi est fondamental. pourtant, les patrons possèdent le droit de priver les salariés de leur emploi. la plupart du temps les licenciements servent uniquement à augmenter leurs profits.

Il est grand temps de leur retirer ce pouvoir dictatorial en interdisant les licenciements. Pour maintenir les emplois il faut prendre sur les profits. Quand des petites entreprises licencient ou font faillite c'est qu'elles n'ont pas résisté à la concurrence des grands groupes capitalistes. Ou parce que, sous-traitantes, elles subissent la pression à la baisse des coûts. C'est donc à ces grands groupes de payer pour maintenir les emplois.

Réquisition des entreprises qui licencient et qui font des profits !

Nombreuses sont les entreprises qui licencient après avoir empoché pendant des années des subventions publiques et arrosé leurs actionnaires de dividendes gigantesques. Nous devons reprendre ce qu'ils ont volé et les mettre hors d'état de nuire. Il faut réquisitionner leurs entreprises et les placer sous le contrôle des salariés et de la population.

Arrêtons les suppressions de postes dans les services publics : un millions d'embauches tout de suite !

Il faut stopper le dégraissage des services publics qui dégradent nos conditions de vie : fermeture d'hôpitaux qui contraignent des femmes à accoucher dans leur voiture, classes surchargées, transports vétustes et surchargés, gaspillage des ressources. . . Recruter un million d'agents au statut de fonctionnaire est possible tout de suite, en commençant par titulariser les 900 000 agents précaires de la fonction publique. Il faut créer des emplois dans de nouveaux services publics, du logement, de l'énergie, du 4ème âge et de la petite enfance.

Pour en finir avec la précarité : imposons un CDI pour tous, interdiction des temps partiels imposé.

CDD, intérim, stages sont autant de moyens pour les patrons d'avoir des salariés qui leur servent de variable d'ajustement. Ces salariés sont maintenus sous une pression constante : interdiction de défendre ses droits et de revendiquer sinon c'est la porte! Et en dehors de l'entreprise la galère continue : impossible de louer un appartement ou d'obtenir un crédit. Un emploi stable doit être un droit !



Pour en finir avec le chômage, partageons le travail entre tous et toutes

Travailler moins pour travailler toutes et tous !

Les entreprises cherchent à augmenter la productivité de leurs salariés à grands coups de restructurations. Chaque salarié produit plus en moins de temps. Résultat : ils ont besoin de moins de main d'oeuvre pour produire, ils peuvent donc licencier. Au lieu de faire bosser encore plus ceux qui se crèvent déjà au boulot pendant que des millions sont au chômage, partageons le

travail entre tous. Il faut passer dès maintenant aux 32 heures et continuer à baisser la durée hebdomadaire du travail jusqu'à résorption du chômage.

Un revenu décent pour toutes et tous : 1600 euros nets minimum !

- Hausse des salaires et des minima sociaux de 300 euros tout de suite
- Indexation des salaires sur les prix



La démocratie ne doit pas s'arrêter à la porte des entreprises

Exigeons l'ouverture des livres de compte.

Les richesses, c'est nous qui les produisons. Et pourtant, nous n'avons pas notre mot à dire sur quoi produire, comment le faire. Quand un patron nous explique qu'il est pris à la gorge, quel moyen avons-nous de savoir s'il dit la

vérité ? Nous devons pouvoir contrôler où va l'argent. Pour cela, il faut ouvrir les livres de comptes dans toutes les entreprises, supprimer les paradis fiscaux, stopper les exonérations d'impôt, et interdire les rémunérations scandaleuses des PDG.



Egalité des droits

Pour l'égalité hommes-femmes

80% des emplois précaires sont occupés par des femmes. Dans les entreprises qui restructurent, les femmes sont les premières licenciées. A travail égal, les femmes ont un salaire inférieur de 25%. Face à cette situation, il faut imposer l'égalité salariale et un CDI pour toutes et tous, sans temps partiel imposé.

Lutter contre le racisme à l'entreprise, à travail égal salaire égal/ Français-Immigrés : même patron, même combat !

Les patrons utilisent le racisme pour empêcher les luttes et payer le moins possible. Lutter contre les discriminations passe par la levée du secret des rémunérations.

Nous devons faire cesser les discriminations à l'encontre des travailleurs immigrés. Cela passe par la régularisation des Sans-papiers la liberté de circulation et d'installation et la reconnaissance de leurs droits.

Jeunes : non aux contrats-bidons !

Les jeunes sont la première cible des contrats dits « aidés ». De contrats pro en contrats d'apprentissage en passant par les futurs « contrats de génération » et « emplois d'avenir » de Hollande, il s'agit toujours de faire faire le même travail mais par des jeunes jetables, sous-payés, avec exonérations de cotisations sociales à la clé... qui sont bien souvent la seule perspective pour les jeunes, notamment ceux issus des quartiers populaires.

S'unir pour que nos vies passent avant leurs profits !

Autant la concurrence commerciale que se livrent les grands trusts est souvent féroce, autant le patronat est capable de se coordonner quand il s'agit

de défendre ses intérêts. a l'échelle nationale, grâce au MEDEF, mais aussi à l'échelle européenne, ils harmonisent leurs attaques pour maintenir leur taux de profit.

Regrouper nos forces

Face à cette déferlante de mauvais coups, s'organiser paraît souvent difficile. Que peuvent ceux d'Arcelor, seuls, contre leur patron ? au mieux, comme ceux de Continental en 2009 grâce à leur détermination, ils pourraient obtenir des indemnités de licenciement plus substantielles. C'est pourquoi s'organiser, coordonner ses efforts est essentiel. Localement bien sûr, quand une entreprise ferme, les salariés peuvent s'adresser à la population, aux sous-traitants, aux autres entreprises touchées. Mais c'est ensemble, à l'échelle nationale, que nous pourrions empêcher les fermetures d'entreprises, la dégradation continue des services publics faute de personnel, mettre au placard les menaces qui pèsent sur les conditions de travail... en

2008, lorsque les salariés de Dacia en Roumanie se sont mis en grève pour réclamer des augmentations de salaires, le groupe Renault a menacé de délocalisation. avec l'aide des travailleurs du groupe, notamment en France où une caisse de grève avait été mise en place, il a été possible de faire reculer Renault. Au final, les salariés de Dacia ont obtenu 38% d'augmentation !

Alors que pourraient les travailleurs de PSA Aulnay s'ils se liaient, dans leur lutte pour la défense de leurs emplois, à ceux de Renault, de Poissy, de Sochaux ? Si celles des 3 Suisses se liaient aux PSA, à ceux d'Arcelor, de Pétroplus, de Dexia, de Carrefour, de Novatrans, de Sanofi, de Bouygues télécoms, etc ?

Imposer le contrôle des salariés sur les richesses qu'ils produisent !

Les patrons nous disent qu'ils n'ont pas le choix, concurrence oblige ! C'est pourquoi, il est urgent d'imposer un renversement des priorités pour faire passer les emplois avant les profits, la satisfaction des besoins sociaux avant les dividendes et les cours de la bourse... le patronat, aujourd'hui fort de son pouvoir, se permet de jeter les salariés comme des Kleenex, d'exercer un chantage odieux pour toujours nous exploiter plus. nous pouvons ensemble, conquérir le droit de les empêcher. limiter leurs prérogatives.

Mettre sous contrôle leurs décisions. les contraindre à respecter les intérêts de la très grande majorité de la population. Ils nous disent qu'ils n'ont pas le choix que de nous rendre toujours plus corvéables. nous n'avons pas d'autre choix que de les empêcher. Interdire les licenciements, embaucher dans les services utiles à la population, réquisitionner les entreprises pour les mettre sous le contrôle des salariés, partager le temps de travail est possible si nous parvenons à unir nos

forces. Cela nécessite de s'en prendre à la logique du profit, à la propriété privée des grands moyens de production, au pouvoir d'une minorité qui gouverne l'état et l'économie en fonction de ses intérêts. Sortir de la crise, cela signifie rompre avec le capitalisme et créer une société où ceux qui créent les richesses décident, une société débarrassée de l'exploitation et de toutes les oppressions.



POUR PRENDRE CONTACT

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil
ou par mail à : ecrire@npa2009.org

nom / prénom : Ville :

tél. : mail :

www.npa2009.org – contact@npa2009.org